

# Les affaires extérieures au Parlement

## DÉCLARATIONS SUR LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

*Sous cette rubrique sont reproduites quelques-unes des déclarations faites au sujet des affaires extérieures par des membres du Cabinet ou par leurs adjoints parlementaires. Il ne s'agit pas d'un compte rendu de tous les débats de politique extérieure qui ont eu lieu au cours du mois.*

DANS un discours qu'il a prononcé à la Chambre des communes le 25 mars, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a passé en revue quelques aspects de la politique suivie par le Gouvernement canadien à l'égard d'un certain nombre de questions internationales. Après avoir parlé de la conférence de Berlin, de la réunion prochaine de Genève et de la proposition du Président Eisenhower relative au contrôle international de l'énergie atomique, M. Pearson a consacré la seconde moitié de son discours aux problèmes de la sécurité collective et de la collaboration entre alliés.

Il n'a rien dit de la Chine et des événements d'Extrême-Orient, laissant ces questions au Premier ministre, M. St-Laurent, qui a lui-même prononcé un discours aussitôt après (le texte du discours du Premier ministre est reproduit dans le présent numéro du Bulletin).

### Réunion de Berlin

M. Pearson a exposé que la discussion de deux des points de l'ordre du jour de la réunion de Berlin, soit la question de l'unification de l'Allemagne et celle de l'indépendance de l'Autriche, avait mené la conférence à une impasse; l'URSS insistait pour que soit établi un gouvernement provisoire de toute l'Allemagne au sein duquel seraient représentés sur un pied d'égalité la République fédérale d'Allemagne et le régime communiste d'Allemagne orientale; d'autre part, l'URSS ne consentait pas à ce qu'il soit tenu des élections libres dans toute l'Allemagne, comme première étape vers l'unification du pays et vers un règlement de paix, ce qui rendait impossible tout progrès dans cette direction. Même les efforts déployés par les ministres des Affaires étrangères des pays occidentaux pour s'entendre avec l'URSS sur la question du Traité de paix avec l'Autriche, en acceptant les propositions soviétiques antérieures, n'ont eu pour résultat que la présentation par la délégation soviétique de conditions nouvelles et sans rapport avec la question. La discussion du premier point de l'ordre du jour de Berlin, relatif à l'atténuation de la tension internationale et à la convocation d'une conférence de cinq puissances, a donné lieu à la décision de réunir une conférence à Genève le 26 avril en vue de discuter la question d'un traité de paix pour la Corée ainsi que la question de la guerre d'Indochine.

Le 29 janvier dernier, a rappelé M. Pearson, il avait déclaré qu'en dépit de quelques petites concessions et de paroles rassurantes rien ne s'était produit qui pût permettre de croire que les buts fondamentaux de la politique étrangère de l'Union soviétique eussent changé ni que les dirigeants soviétiques fussent disposés à accepter une solution raisonnable des grands problèmes internationaux. De nouveau, après une étude approfondie des rapports reçus de Berlin, il a affirmé qu'à son avis « rien n'indique que les objectifs fondamentaux dont s'inspire l'Union soviétique en matière de politique étrangère soient modifiés ». L'un des objectifs principaux de l'Union soviétique, a-t-il déclaré, consiste « à